

# Conférence de presse de Christian Bataille

Jeudi 10 septembre,

Pour une rentrée très politique, le député a reçu la presse  
du Cambrésis et de l'Avesnois.

## **Situation politique nationale :**

La situation de l'emploi se dégrade et je suis inquiet de la baisse du pouvoir d'achat et de l'activité industrielle, même si le secteur automobile reste dopé par la prime à la casse. L'Union européenne montre son incapacité à avoir une vraie politique industrielle et à endiguer le départ des activités vers l'Asie. Ceux qui ont les revenus les plus modestes subissent l'injustice sociale symbolisée par le bouclier fiscal, qui continue d'exister et protège les hauts revenus, ces derniers mois d'été ont connu des annonces négatives, la hausse des tarifs d'EDF, même si le président d'EDF dit qu'elle est modérée. Si on y regarde de tout près, on s'aperçoit que la hausse est modulée selon les catégories. C'est l'effet du statut de société anonyme, de sa marche vers la privatisation. La hausse des tarifs épargne les gros consommateurs et pèse au contraire sur les petits consommateurs. C'est-à-dire que ce que l'on appelait la péréquation des tarifs, qui était le principe selon lequel le prix du KWh est le même pour tous les consommateurs, est définitivement mis aux oubliettes.

**Sur la taxe carbone**, il y a des commentaires plus ou moins empêtrés, moi je suis de l'avis de la majorité des Français qui pense que c'est un nouvel impôt sur la consommation quotidienne : sur les carburants ; une consommation au quotidien des ménages qui utilisent leur voiture pour des raisons professionnelles, sur le chauffage. Nous avons de la part du gouvernement et pas seulement des explications tout à fait embrouillées. J'ai assez d'âge pour me souvenir de la création de la vignette automobile, il y a une cinquantaine d'année, qui devait payer la retraite des personnes âgées. Ici on a, c'est le cas de le dire, une usine à gaz, puisque c'est un nouvel impôt qui va être remboursé à ceux qui payent l'impôt. Je pense qu'il faut se méfier de ça quand on est contribuable.

**Sur l'hôpital**, le forfait hospitalier sera relevé de 16 à 20 euros (+25%), ce qui rendra le service public de la santé inaccessible pour les plus modestes. Nous allons vraiment vers une société à deux vitesses.

**Pour les services publics**, je veux aussi parler de la Poste. Nous savons maintenant que la Poste avance à marche forcée vers la privatisation, la dégradation aujourd'hui du service de la Poste, aux guichets, à la distribution, en témoignent. Les socialistes s'opposeront fermement à cette privatisation de la Poste. Nous, nous associons à une démarche collective qui se fera le 3 octobre, et qui est la votation citoyenne. Il y aura une démarche nationale, dans les mairies qui le décideront ou d'autres lieux où les citoyens viendront manifester leur opposition et demander l'organisation d'un référendum sur la privatisation de la Poste. C'est ce que nous réclamons. C'est une possibilité donnée par la nouvelle constitution dont le gouvernement fait grand cas. C'est l'occasion pour lui de répondre aux citoyens, s'il sont assez nombreux, pour réclamer ce référendum.

## **La rentrée parlementaire se fera donc dans ce climat.**

Elle se décompose en deux temps puisque nous avons une session extraordinaire à partir de lundi prochain 15 septembre et la session normale à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Le programme de la session extraordinaire comporte un ordre du jour assez divers. On termine des textes qui n'étaient pas terminés, la régulation des transports ferroviaires, Internet... Je ne veux pas donner un coup de griffe au gouvernement, mais je vous le signale nous avons à examiner un projet de loi pénitentiaire, mais nous venons de constater que les prisonniers dangereux s'évadent sous la droite comme sur la gauche, c'est à peu près le même résultat. Le texte le plus important, le plus spectaculaire qui sera au programme de la session extraordinaire, c'est le texte HADOPI, sur Internet. Le groupe socialiste dont je suis tout à fait solidaire, votera contre cette réforme. Je vous rappelle qu'elle a fait l'objet d'une censure par le Conseil constitutionnel. Le texte nous revient corrigé par le gouvernement. Dans le principe, les socialistes s'opposent à la police de l'Internet, par une autorité administrative qui ne serait même pas une autorité judiciaire. On a dit tout et n'importe quoi sur notre attitude. Nous sommes pour la défense du droit d'auteur mais pas par les voies proposées par HADOPI. Nous pensons que la police du téléchargement telle qu'elle est proposée est dangereuse pour les libertés individuelles. Je veux vous indiquer que dans ses observations, au Conseil constitutionnel, le gouvernement lui-même a indiqué que seuls 10 000 titres musicaux et 1000 films seront surveillés, pas plus. On peut dire que les petits créateurs ne seraient pas protégés par cette loi contrairement aux grandes institutions de la communication et qu'en plus la création reste toujours mal rémunérée. Le problème est celui-là. C'est seulement 10% du prix d'un CD ou d'un titre payant téléchargé qui revient au droit d'auteur.

## **Rentrée au Parti Socialiste**

J'ai participé avec plusieurs représentants du Nord au rendez-vous annuel de l'Université de la Rochelle. Martine Aubry a manifesté son autorité de Première secrétaire même si nous subissons pleinement le fonctionnement particulier du Parti Socialiste. La droite a un fonctionnement pyramidal. Tout part du haut, et le haut de la pyramide, c'est l'Élysée, et tout descend en bas. Les instructions arrivent aux militants, aux exécutants qui sont là pour faire ce qu'on leur dit de faire. On nous a annoncé la candidature de Davis Doulliet à une législative partielle en région parisienne. Évidemment ça ne pose pas de problème à l'UMP. David Doulliet n'est pas désigné par une assemblée de militants. Il est désigné d'en haut, on ne sait pas trop si c'est par Nicolas Sarkozy ou par Madame Chirac. En tout cas on a deux modes de fonctionnements qui sont contraires. Le Parti Socialiste a un fonctionnement démocratique, trop démocratique disent certains. Ce qui fait qu'il dépense beaucoup de son énergie en débats internes, en débats parfois sur le fond, tant mieux, mais parfois aussi sur des questions plus superficielles.

Je veux vous citer les mesures d'urgence que Martine Aubry a proposées. Elles passent sous le boisseau et pourtant ce sont des mesures qui sont destinées à alléger les effets de la crise.

- Remboursement de 200 euros de TVA pour les 16 millions de ménages modestes non imposables

- Maintien des allocations familiales pour les enfants de plus 20 ans.
- Mise sous tutelle des entreprises par le tribunal de grande instance sur saisine des salariés en amont des licenciements. *Ce que nos adversaires ont élégamment appelé des mesures dignes de l'Europe de l'Est. Parce qu'évidemment les entreprises qui licencient doivent pouvoir le faire librement, sans contrôle, comme Porthault à Cambrai par exemple,*
- La création de 150 000 emplois jeunes,
- L'entrée de l'Etat, *c'est bien le moins*, dans les conseils d'administration des banques refinancées par la puissance publique.

Martine Aubry a aussi annoncé une consultation militante le 1<sup>er</sup> octobre qui va être préparée samedi par un Conseil national. Je ne peux pas entrer trop dans le détail parce que je ne sais pas quelle va être la nature de la question posée. Mais il y aura sur le tapis le problème du non-cumul des mandats. C'est une question qui mérite réflexion, discussion. Il ne faut pas que le PS se prive dans certaines fonctions d'élus qui ont fait leurs preuves, qui sont difficilement remplaçables. Je crois que le non-cumul des mandats n'est envisageable qu'à partir du moment où c'est une mesure qui s'applique à tout le monde. À tous les partis mais le faire seul, ce serait se tirer une balle dans le pied.

Sera aussi posé également le problème de primaires ouvertes, à toutes les femmes à tous les hommes de gauche. Il faut définir les modalités, des primaires ouvertes à d'autres mouvements, à des sympathisants, des compagnons de route, à tous ceux qui le voudront. C'est une question qui se pose. Si ces primaires doivent être ouvertes à un grand nombre, à un plus grand nombre de militants, il faut que le candidat désigné soit un socialiste sinon l'existence même d'un parti n'a plus beaucoup de sens.

J'en profite pour vous donner mon point de vue sur le problème du rassemblement. La priorité reste d'abord le rassemblement de toute la gauche, de ceux qui ont été nos alliés jusqu'alors, les Radicaux, le Mouvement de Citoyens, le Parti Communiste bien sûr. Je ne comprends pas pourquoi dans le PS on applique des réserves car il faut aller le plus loin possible à gauche et pourquoi pas intégrer le NPA dans un accord général à gauche, s'il le veut. Jusqu'alors il refuse, mais nous-même devons leur tendre la main.

Au-delà il y a deux problèmes, celui du Modem et celui des Ecologistes.

Le problème est posé en termes nouveaux. Jusqu'alors il n'était pas possible de faire une alliance avec le Modem, il n'était ni de droite ni de gauche. Il se partage. Aux élections municipales il y a eu des élus de ce mouvement avec des listes de droite, avec des listes de gauche. Récemment ses dirigeants ont clairement affirmé leur volonté d'appartenir plus à une alliance de gauche. Tout ça doit s'examiner, se discuter. Quelles sont leurs intentions ? Le Modem doit accepter dans ce cas un programme, un certain nombre de mesures, qui sont celles que le Parti Socialiste a défendues depuis toujours. Je ne suis pas sûr que tous ses dirigeants, comme Corinne Lepage veuillent appartenir à une alliance de gauche. En tout cas ce ne peut être qu'un rassemblement de deuxième tour.

Le problème des Ecologistes : le Modem essaie de se rapprocher de nous et j'ai le sentiment que les Ecologistes s'éloignent de nous. Le problème ne se pose plus dans les mêmes termes qu'auparavant. Jusqu'alors nous avions un accord avec les Verts qui représentaient toute l'écologie. Maintenant nous avons un mouvement multiforme avec des gens comme Nicolas Hulot, qui est plus un agent de l'Elysée

qu'autre chose et puis même des gens incontrôlables. Les socialistes auront des difficultés s'ils doivent rechercher un accord avec des gens comme Cohn Bendit ou José Bové. Cela me paraît assez difficile. Donc un rapprochement avec les Verts s'est un peu éloigné ces derniers temps.

L'actualité s'est enrichie de la polémique autour du livre qui est sorti et qui cloue à nouveau au pilori Martine Aubry. Je trouve qu'il y a des concordances bizarres. Au moment où le Parti Socialiste se refait une santé à La Rochelle, à huit jours d'intervalle, sort un livre qui nous sert un plat réchauffé, la désignation de la Secrétaire du Parti Socialiste veille d'un an. Désignation qui avait donné lieu à l'époque à une polémique, mais a ensuite été acceptée, approuvée par les instances du Parti Socialiste et qui nous est resservie fort opportunément. Il faut se demander à qui profite le crime. Tout cela à un moment où le Parti Socialiste essaie de repositiver et de recalibrer son action à la veille du Conseil national. Je veux ici affirmer en qualité de membre de la fédération du Nord que les consultations se sont déroulées comme elles se déroulent à chaque fois, d'une manière ouverte, démocratique, les militants votent, et les résultats envoyés sont bien ceux que la fédération a répercutés. J'ai le sentiment d'une manœuvre de bas étage.

### **Les dossiers politiques locaux.**

**Dans le Cambrésis**, je suis très critique sur la situation de l'emploi et je déplore l'annonce de la suppression d'emplois dans l'entreprise Porthault, au cœur d'une polémique que j'ai avec les élus de droite qui disent en quelque sorte qu'il vaut mieux se taire pour ne pas gêner la direction de l'entreprise. C'est clair, je suis du côté des salariés dont je connais un certain nombre personnellement.

**Dans l'Avesnois**, je veux au contraire relever, et d'une façon positive m'en réjouir, l'annonce parue dans la presse ce matin, indiquant que AREVA à Jeumont reprend les bâtiments du site ThyssenKrupp et affiche la volonté d'embaucher 80 personnes par an sur les dix ans à venir. Je crois que l'industrie nucléaire est une chance pour la France mais aussi pour l'Avesnois. Nous avons une unité importante aujourd'hui prospère.

**Sur l'actualité sociale**, je veux relever que concernant la rentrée scolaire, il n'y a pas de grand mouvement du côté des syndicats enseignants. Il y a 16000 postes supprimés à cette rentrée 2010 dont 639 dans l'Académie de Lille, un certain nombre dans la circonscription dont je suis l'élu. Le volet le plus spectaculaire est peut-être au Lycée Camille Desmoulins du Cateau, mais pour l'essentiel les suppressions de postes touchent plus la vie scolaire, l'encadrement des établissements, que les enseignants eux-mêmes. Je dirais aussi qu'elles touchent plus les lycées que les collèges. Je veux donner d'ailleurs un contre-exemple: les collèges Montaigne à Poix du Nord et Gilles de Chin à Berlaimont qui étaient en difficulté d'effectifs l'année dernière ont fait la rentrée dans des conditions correctes et à effectifs constants. Je crois que l'inspection académique a géré habilement les suppressions de postes et qu'il n'y a pas véritablement de mouvement spectaculaire du côté des personnels même si les effets de la politique du gouvernement vont continuer à se faire sentir, notamment avec la disparition des RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté), la diminution des auxiliaires de vie scolaires (AVS), des postes qui ne sont pas comptabilisés.

## **La grève du lait va croître et embellir dans l'Avesnois**

L'Avesnois est véritablement un arrondissement producteur laitier. Nous avons là les effets de la politique européenne, de la politique des quotas laitiers, d'abandon au soutien aux filières. Les producteurs craignent le pire, ils nous disent qu'il faut 400 euros la tonne pour équilibrer leurs revenus. On en est aujourd'hui à 300 et ils craignent de descendre jusque 200 euros la tonne à la fin de l'année. Ça donne des mouvements sympathiques pour les citoyens, les consommateurs qui bénéficient de distributions gratuites de lait mais il faut s'inquiéter des effets dramatiques de la progression d'une conception libérale de l'Europe qui va se traduire par l'abandon des politiques de filières : le lait aujourd'hui, peut-être dans les années qui viennent la betterave ? Et certaines autres productions, par exemple, dans d'autres domaines où d'ailleurs il n'y a pas de politique du tout, du point de vue des communautés européennes. Je pense aux fruits, où notre agriculture est en très mauvaise position.

**Je m'associerai aux autres élus de l'arrondissement le 20 septembre pour demander l'accélération du programme des travaux de la RN2.** Voilà un dossier où le Grenelle de l'environnement n'a pas été favorable. Un certain nombre de réserves ont été émises quant aux atteintes à l'environnement. Cela me rappelle quelque chose. On avait eu le même dilemme avec la liaison à caractère autoroutier de Valenciennes à Bavay, autour de Wargnies le grand. On avait eu des difficultés comme celles-là. Il faut absolument que cette réalisation soit faite et de façon rapide.

**Au niveau des infrastructures** il y a aussi le problème persistant et irritant du canal de la Sambre à l'Oise qui nécessite des travaux qui ne sont pas très importants au pont-canal de Vadencourt dans l'Aisne pour rendre à la navigation le canal de la Sambre. Ce chantier est estimé à 3 millions d'euros. À titre de comparaison, il y a 100 millions engagés dans l'Oise et 3 milliards et demi investis sur le canal Seine Nord. Je crois que c'est le Canal Seine Nord qui pompe toute l'énergie et il faut absolument que l'Etat fasse un effort aux côtés des collectivités locales. Mon attention a été attirée de façon répétée par les maires du canton du Cateau, autour de Ors, ou du canton de Landrecies ou du canton de Hautmont encore, qui sont découragés par le manque d'intérêt des pouvoirs publics pour ce qui n'est en fait qu'un tout petit problème.

## **Le redécoupage des circonscriptions électorales au programme de la session ordinaire, en octobre.**

Nous sommes proches du dénouement, il y a maintenant plusieurs mois que le ministère de l'Intérieur sous la responsabilité du secrétaire d'Etat Alain Marleix a réfléchi au redécoupage des circonscriptions. Ce redécoupage a été souhaité par le Conseil constitutionnel parce que l'ancien ne correspondait plus à ce qu'est aujourd'hui la population française. Il faut rappeler que le Nord a été un grand perdant dans ce redécoupage, fait sur la base des départements et la répartition des sièges a été défavorable au département du Nord dont la population a stagné depuis 20 ans et qui va perdre 3 circonscriptions. Nous avons 24 circonscriptions, nous n'en aurons plus que 21. Avec d'autres, j'ai protesté contre la perte de ces circonscriptions parce qu'il va subsister des inégalités. Par exemple, il faudra 65000 habitants dans l'Ariège pour élire un député, et dans le Nord il en faudra 125000.

C'est une décision prise et le Nord perdant 3 circonscriptions, il y en aura une en moins dans l'arrondissement de Dunkerque, une en moins dans l'arrondissement de Lille, et une circonscription en moins dans ce qu'on peut appeler le grand sud du département, l'ensemble Avesnois-Cambrésis qui avait 4 circonscriptions n'en conservera que 3.

Le conseil des ministres de fin août a entériné cette carte\*. J'ai fait figurer sur la carte la 22<sup>e</sup> circonscription dont je suis l'élu en trait hachuré. Elle comporte encore aujourd'hui le canton de Carnières, de Solesmes, du Cateau, dans le Cambrésis et les cantons de Quesnoy-Ouest, Quesnoy-Est et de Berlaimont dans l'Avesnois. Le découpage proposé par le gouvernement propose de faire basculer le canton du Cateau avec ce qui reste la 18<sup>e</sup> circonscription et de rattacher à la 22<sup>e</sup> circonscription qui devient la 12<sup>e</sup> et qui conserve 5 cantons sur 6, les cantons de Hautmont, Landrecies et Avesnes-sud. Le reste de l'arrondissement d'Avesnes formera une circonscription unique qui réunira à la fois le canton de Trélon et le secteur de Maubeuge (les anciennes 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> deviennent la 3<sup>e</sup> circonscription). Je vous parle d'une circonscription qui comportera 8 cantons et qui cette fois n'est plus à parité Avesnois-Cambrésis mais est maintenant tournée davantage vers l'Avesnois puisque sur 8 cantons nous en aurons 6 de l'Avesnois et 2 du Cambrésis.

J'ai été amené à déclarer que cette proposition était une proposition républicaine et équilibrée. Cela ne veut surtout pas dire qu'elle est favorable à la gauche. Vous le voyez dans le tableau joint\*, j'ai pris des chiffres comparables, c'est-à-dire les résultats du 2<sup>e</sup> tour des élections présidentielles de 2007. Vous pouvez voir que Nicolas Sarkozy est en tête dans les 3 nouvelles circonscriptions du sud. On peut préciser que les deux circonscriptions d'Avesnes sont un peu à l'avantage de la gauche à la lumière des législatives, la circonscription de Cambrai restant à l'avantage de la droite. Il faut en déduire que ce découpage va dépendre pleinement de la décision des électeurs et des circonstances. Et si on pousse le raisonnement à fond, les trois circonscriptions pourraient être à droite et dans un autre cas extrême, la gauche pourrait en avoir au moins deux sur trois.

**Concernant le dossier de l'énergie**, je vous rappelle mon dernier rapport dont vos journaux respectifs ont déjà parlé : ce rapport sur la recherche en énergie vient de recevoir les compliments de l'Académie des technologies qui en a approuvé les conclusions. Je vous rappelle également que, sur l'énergie, je travaille de manière régulière avec Claude Birraux, député UMP de Haute-Savoie. Vous voyez qu'il n'est pas nécessaire de franchir les barrières de son parti pour pratiquer l'ouverture, le Parlement ça se pratique au quotidien. Nous travaillons en ce moment à un rapport sur une déclinaison du Grenelle de l'environnement et nous réfléchissons sur l'application d'une disposition du Grenelle de l'environnement qui préconise de limiter à 50 kWh par m<sup>2</sup> et par an la consommation des logements neufs et bureau neufs. Nous avons visité un peu partout en France des constructions. C'est assez surprenant, j'ai visité des maisons d'architecte en région lyonnaise et une de leurs publicités était « achetez votre logement : consommation 93 euros en énergie par an ». C'est assez séduisant mais ce sont malgré tout des maisons assez chères au départ, ce sont des techniques futuristes, mais il y a des recherches tout à fait intéressantes. Nous allons continuer ce travail et aller voir dans les mois qui viennent aller voir ce qui se fait en Allemagne, en Angleterre et en Suisse.

## **L'autre grand sujet qui me mobilise en ce moment c'est la laïcité**

Je vous rappelle qu'avec d'autres, j'ai fait un recours contre l'accord entre le gouvernement c'est-à-dire Bernard Kouchner et le Vatican c'est-à-dire Monseigneur Mamberti contre cet accord qui dépouille l'Etat, les pouvoirs publics, de son monopole de collation des grades. Ce monopole, depuis Napoléon, c'est l'université publique qui délivre les grades du baccalauréat de la licence, aujourd'hui de la maîtrise, du doctorat et cet accord scélérat entre le gouvernement et le Vatican remet en cause cette responsabilité de l'Etat.

Autre volet de la laïcité dont on parle en ce moment, la Mission parlementaire d'information sur ce qu'on a appelé le voile intégral, c'est-à-dire la burqa. Nous travaillons beaucoup sur ce sujet, hier j'ai eu une audition tout à fait intéressante d'Elisabeth Badinter qui est une philosophe, une humaniste, qui a une réflexion tout à fait pertinente sur ce sujet. Je considère que ce n'est pas un problème anecdotique. On essaye de tourner ce dossier parfois à la dérision, on dit que cela concerne quelques centaines, au mieux quelques milliers de personnes. Je pense qu'il faut prendre ce dossier au sérieux parce que ce n'est pas seulement du tissu, du textile que les femmes se mettent sur la tête et sur le visage, c'est une prison qu'elles portent. Et c'est surtout une idéologie dangereuse, intégriste, l'idéologie salafiste. Je crois que les intégristes tentent un essai et qu'il appartient à la République de faire preuve de fermeté à ce qui et je crois représente un danger. Je crois qu'il faut dire clairement à ces gens que nous avons des usages républicains et que si elles ne veulent pas s'y soumettre, elles vont à l'encontre de la tradition républicaine. Je crois qu'il faut faire preuve de beaucoup de fermeté et je suis étonné d'entendre parfois des politiques avisés dire qu'au nom de la liberté il faut tout tolérer. Ça c'est la conception libérale anglo-saxonne des Anglais des Américains. Il suffit d'aller voir à Londres les dégâts que fait cette espèce de communautarisme. C'est un libéralisme civique anglo-saxon à connotation de religiosité. Nous sommes une république laïque et il faut rester sur ce principe. C'est-à-dire et pour être clair, qu'il faut demander aux personnes de découvrir leur visage lorsqu'elles sont dans l'espace public, tout simplement, mais la Commission parlementaire d'information n'a pas pour l'instant mission de légiférer, elle est là pour réfléchir. Je vous disais que nous nous rencontrons puisque cette Commission parlementaire d'information rassemble des élus de toutes tendances politiques, elle est présidée par André Gerin, maire communiste de Vénissieux et le rapporteur en est Eric Raoult député UMP de Seine-Saint-Denis.

## **Je veux terminer le tableau de mes activités sur les Affaires étrangères.**

J'ai conduit une mission au Chili. Je préside le groupe parlementaire d'amitiés France Chili. Je suis allé avec plusieurs députés de la majorité UMP au Chili. Nous y avons examiné les conditions de fonctionnement démocratique de ce pays qui a été bien malheureux dans l'histoire. Nous sommes allés au Parlement Chilien, nous avons eu des échanges sur l'éducation et sur l'énergie puisque le Chili demande un peu à la France quelques idées puisque ce pays n'ayant pas de ressources énergétiques pour s'équiper en centrales nucléaires. Et puis ce qui se passe au Chili est intéressant en ce moment puisqu'ils sont en pleine campagne présidentielle. Une autre mission que je vais commencer à partir de septembre concerne les pays du Caucase. Je suis chargé au sein de la Commission des affaires étrangères avec Monsieur Roland Blum, par ailleurs premier adjoint à la mairie de Marseille. Nous

avons une mission sur le Caucase qui est aussi pleinement dans l'actualité. Plus précisément l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie et ce qui se passe dans les provinces qui ont été annexées par la Russie d'Ossétie et d'Abkhasie. Je vais lundi à Bruxelles, rencontrer les Communautés européennes, connaître leur sentiment là-dessus, parce que ce sont des pays qui sont à la périphérie de la Communauté européenne et puis nous allons nous rendre dans ces pays là pour regarder de plus près la situation, après avoir rencontré les diplomates français, du Quai d'Orsay. Je crois qu'il y a deux foyers possibles de guerre ou de troubles graves en Europe aujourd'hui, c'est les Balkans et le Caucase bien entendu la démocratie doit prendre ces problèmes très au sérieux.

**Je vous invite à consulter, par ailleurs, l'ensemble des questions écrites et orales au gouvernement\*** que j'ai posées et je vais suivre avec attention dans les mois à venir pour interpellier le gouvernement et qui concerne plus particulièrement l'Avesnois, c'est la fracture numérique, et notamment les inégalités de la couverture TNT. L'émetteur de Maubeuge couvre très bien la zone urbaine autour de Maubeuge, un peu moins bien les zones voisines et plus mal les autres zones de l'arrondissement. Le but étant d'avoir une couverture TNT complète pour 2010 puisque les émissions hertziennes vont être arrêtées à la fin 2010 et par conséquent il est indispensable que quiconque dans l'arrondissement d'Avesnes reçoive les chaînes gratuites dans les meilleures conditions sans être obligé de s'abonner à un bouquet payant.

C'est un exemple, les questions que j'ai posées sont diverses et portent sur des sujets variés. Tout cela nourrit mon activité de parlementaire.

**Je veux vous rappeler que je continue d'être un parlementaire actif au sein du groupe**, j'appartiens au bureau du groupe, je suis trésorier du groupe socialiste. Nous préparons actuellement les journées parlementaires qui auront lieu à Toulouse à la fin du mois de septembre. Et sur le terrain, je travaille en permanence avec les Conseillers généraux. Je suis dans une circonscription où il y a quatre conseillers généraux Socialistes sur six. Un cinquième Bernard Baudoux est Communiste et membre de la majorité départementale, et donc par conséquent nous pouvons tout à fait travailler en équipe.

**Je continuerai en cette rentrée parlementaire à défendre la gauche, la République et mes concitoyens.**

\* Voir le lien pour charger le document